



CENTRE HOSPITALIER AUBAN-MOËT D'EPERNAY
Maître d'ouvrage



Assistant du maître d'ouvrage

RECONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER AUBAN-MOËT D'EPERNAY

Marché de contrôle technique

<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>

SOMMAIRE

Article 1 :	Dispositions générales	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Objet du présent CCTP	3
1.3	Etendue de l'ouvrage objet de la mission	3
1.4	Organisation du titulaire	3
Article 2 :	Nature de la mission	3
Article 3 :	Domaine d'intervention de la mission.....	4
Article 4 :	Phases de la mission et actes techniques.....	5
Article 5 :	Référentiels	7
Article 6 :	Modalités particulières d'exercice de la mission	7
6.1	Forme des avis	7
6.2	Suite donnée aux avis	7
6.3	Actualisation des avis	7
Article 7 :	Dérogations aux documents généraux	7

Article 1 : Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses techniques particulières est un **marché de contrôle technique** concernant l'opération de Reconstruction du Centre Hospitalier Auban-Moët d'Epernay.

1.2 Objet du présent CCTP

Le présent CCTP complète et précise contractuellement la nature et le domaine d'intervention de la mission de contrôle technique, définie en référence aux textes suivants :

- le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, issu du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 ;
- la norme NFP 03-100 définissant les critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction, homologuée par décision du 20 août 1995.

Le titulaire du marché ainsi que chacune des personnes physiques mentionnées à l'article 5 de l'acte d'engagement sont réputés connaître parfaitement toutes les dispositions légales et réglementaires applicables à l'opération.

1.3 Etendue de l'ouvrage objet de la mission

La mission de contrôle technique est concernée par :

- les ouvrages de bâtiment, ainsi que les ouvrages géotechniques et toutes installations techniques ;
- les ouvrages existants concernés par les travaux ;
- les ouvrages et aménagements réalisés à titre provisoire ayant pour objectif de permettre la réalisation de l'opération ;
- les ouvrages de réseaux divers et de voirie inclus dans l'opération ;
- les aménagements extérieurs inclus dans l'opération ;
- les ouvrages de clôture ;
- les aménagements et le mobilier immeuble par destination ainsi que le mobilier installé au titre de l'opération ;
- la signalétique, intérieure comme extérieure ;
- les autres éléments visés dans le programme et qui ne sont pas explicitement exclus de l'opération.

1.4 Organisation du titulaire

Il appartient au titulaire de mettre en place tous les moyens nécessaires à la parfaite exécution de sa mission, notamment pour émettre ses avis sur la base de documents dématérialisés.

La coordination interne au titulaire doit permettre une cohérence d'action, de production et de communication entre les personnes physiques agissant pour son compte.

Les contraintes de délai particulières à l'opération impliquent un respect très scrupuleux des délais de la mission, ainsi qu'une disponibilité et une réactivité importantes du titulaire.

Article 2 : Nature de la mission

Les aléas techniques dont la prévention est recherchée sont ceux qui figurent à la définition de chaque mission dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 (missions L et S) et dans l'annexe A du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (autres missions), avec les compléments et précisions suivants, pouvant constituer des dérogations aux documents précités.

Missions L et P1

Ces missions portent, outre les aléas techniques découlant de défauts dans l'application des textes à caractère réglementaire ou normatif, sur les aléas liés aux catastrophes naturelles (en particulier climatiques) ou aux actes de malveillance, et qui sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des éléments d'équipements indissociables ou non indissociablement liés.

Mission Ph

La mission porte sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, outre l'isolement acoustique stricto sensu, l'ensemble des exigences et performances acoustiques fixées par les règlements, le programme, et les prescriptions contractuelles des marchés de travaux (isolements aux bruits aériens intérieurs comme extérieurs, aux bruits d'impact, temps de réverbération, niveaux de bruit de fond, etc.).

Mission Th

La mission porte sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires et programmatiques en termes d'isolation thermique et d'économies d'énergie et en l'examen des documents établis par le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre à ce titre.

Mission ATT Hand

La mission de contrôle technique intègre la production de l'attestation prévue à l'article L.122-10 du code de la construction et de l'habitation, constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables.

Mission ATT RGA

La mission de contrôle technique intègre la production de l'attestation prévue à l'article L.122-11 relative à la prise en compte des règles de prévention des risques liés au terrain argileux.

Mission VIEL

La mission de contrôle technique intègre l'examen de la conformité de toutes les installations électriques dans le cadre de la vérification initiale des installations électriques (1^{ère} vérification périodique) en application du code du travail et des arrêtés pris pour son application.

Article 3 : Domaine d'intervention de la mission

Les domaines d'intervention sont ceux qui figurent à la définition de chaque mission dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 (missions L et S) et dans l'annexe A du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (autres missions), avec les compléments et précisions suivants, pouvant constituer des dérogations aux documents précités.

Missions L et P1

Les ouvrages et éléments d'équipement sur lesquels portent ces missions sont :

- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages de soutènement ;
- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert ;
- les ouvrages de réseaux divers et de voirie ;
- les aménagements extérieurs ;
- les clôtures, les murs et les murets, extérieurs comme internes ;
- les aménagements et le mobilier immeubles par destination, y compris s'ils constituent des aménagements spécifiques des activités professionnelles, les équipements techniques et le mobilier installé au titre de l'opération ;
- les ouvrages provisoires nécessaires à la construction du bâtiment et les travaux préparatoires.

Mission LE

Les parties anciennes de l'ouvrage sur lesquelles porte la mission sont les suivantes :

- Bâtiment 6a
- Bâtiment 6b

- Bâtiment 7
- Bâtiment 9
- Toute zone impactée par les travaux du marché global.

Mission S

Les ouvrages et éléments d'équipement sur lesquels porte la mission sont, outre ceux prévus par l'annexe A de la norme NFP 03-100, les suivants :

- les installations de courants forts et de courants faibles ;
- les équipements techniques ;
- les installations d'alerte et de protection en cas d'incendie.

Mission F

Les ouvrages et éléments d'équipement sur lesquels porte la mission sont, outre ceux prévus par l'annexe A du CCTG, les suivants :

- les installations de courants forts et de courants faibles,
- les installations d'alerte et de protection en cas d'incendie.

Article 4 : Phases de la mission et actes techniques

Les phases de la mission sont celles prévues par l'article 11 du CCTG.

Les actes techniques correspondant à chacune de ces phases sont ceux qui sont mentionnés dans l'annexe B du CCTG, avec les compléments et précisions suivants, pouvant constituer des dérogations aux documents précités.

Phase conception des ouvrages

Les actes techniques à accomplir par le titulaire au titre de cette phase sont, outre ceux mentionnés dans l'annexe B du CCTG, les suivants :

- participation à des réunions de concertation et de mise au point avec le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage ;
- participation à la concertation avec les autorités chargées de la sécurité et de l'accessibilité préalablement à la demande de permis de construire, puis participation aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- examen des dossiers de demandes d'autorisation administratives (demande de permis de construire) et établissement des documents réglementaires relevant du contrôle technique et devant être joints aux demandes d'autorisation ;
- élaboration du rapport éventuellement exigé par la commission de sécurité à l'appui des demandes d'autorisation ;
- délivrance des attestations prévues à l'article L.122-8 du code de la construction et de l'habitation ;
- établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- établissement régulier (mensuel a minima) pour toutes les phases d'études d'un état de la prise en compte des observations formulées par le contrôleur technique. Ce document sera diffusé mensuellement ;
- émission d'un avis et de propositions relatifs à l'autocontrôle à exiger des entreprises en cours d'exécution des travaux ;
- production d'une liste des essais, vérifications et documents à exiger des entreprises préalablement à la réception des travaux ;
- examen et contrôle des modifications demandées par le maître d'ouvrage ou proposées par le titulaire du marché global.

Phase réalisation

Les actes techniques à accomplir par le titulaire au titre de cette phase sont, outre ceux mentionnés dans l'annexe B du CCTG, les suivants :

- **participation aux réunions de chantier, pour les points de ces réunions le concernant. Cette participation ne vaut pas visite au sens de l'alinéa suivant ;**
- **visite au moins hebdomadaire sur le chantier, chaque visite devant donner lieu à l'établissement d'un compte-rendu écrit diffusé dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAP ;**
- participation aux réunions mensuelles organisées par la maîtrise d'ouvrage ;
- vérification du respect par les titulaires des marchés de travaux de l'autocontrôle auquel ils doivent procéder ;
- établissement régulier (a minima mensuel) d'un état de la prise en compte des observations formulées par le contrôleur technique.

Le titulaire diffusera à l'assistant du maître d'ouvrage, au plus tard 3 jours avant la tenue des réunions mensuelles organisées par la maîtrise d'ouvrage un état récapitulatif des avis suspendus ou défavorables mis à jour, avec identification des éventuels avis portant sur les ouvrages en cours de réalisation ;

- examen de toute disposition modificative introduite, à l'initiative du maître d'ouvrage ou du titulaire du marché global, pendant l'exécution des travaux ;
- information particulière à la maîtrise d'ouvrage sur tout ouvrage éventuellement exécuté sans avis favorable que le contrôleur technique pourrait constater.

Phases rapport final de contrôle technique et réception des ouvrages

Outre l'élaboration des rapports finaux de contrôle technique, le titulaire devra notamment, dans le cadre de ces phases :

- établir, 3 mois avant la date prévisionnelle d'achèvement des travaux, un pré-rapport relatif aux vérifications réglementaires ;
- assister l'assistant du maître d'ouvrage pour l'organisation et le déroulement des visites des commissions de sécurité ;
- veiller à ce que tous les essais et vérifications à la charge des titulaires des marchés de travaux aient été effectués, et que tous les documents qui en découlent aient été produits valablement ;
- établir un rapport relatif aux vérifications réglementaires et tous documents requis destinés à la commission de sécurité ;
- délivrance des attestations prévues aux articles L.122-10 et L.122-11 du code de la construction et de l'habitation.

Phase de garantie de parfait achèvement

Pendant cette phase, le titulaire poursuit sa mission qui porte, outre l'examen des ouvrages et éléments d'équipement faisant l'objet de travaux à l'occasion des sollicitations de l'assistant du maître d'ouvrage dans le cadre de la levée des réserves ou de la résolution des désordres intervenus après la réception, sur les actes suivants :

- établissement d'un bilan des interventions, signalant, le cas échéant, quels avis n'auraient pas été suivis d'effet, et mise à jour du rapport final de contrôle technique, aux deux échéances suivantes :
 - 6 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
 - 1 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- le cas échéant, avis à l'assistant du maître d'ouvrage sur les dispositions spécifiques à prendre eu égard aux observations émises dans le rapport de vérification réglementaire après travaux ou lors de la commission de sécurité.

Article 5 : Référentiels

Les référentiels définis par l'article 12 du CCTG et par l'article 4.1.10 de la norme NFP 03-100 sont complétés par les éléments suivants, qui seront portés à la connaissance du titulaire :

- le programme de l'opération et ses modifications éventuelles ;
- le marché global et ses modifications éventuelles ;
- tout cahier des charges technique spécifique que le maître d'ouvrage pourra être amené à lui transmettre.

Le titulaire est tenu d'informer l'assistant du maître d'ouvrage et les intervenants de toute réglementation future en cours d'élaboration et dont il aurait connaissance.

Il signalera également à l'assistant du maître d'ouvrage les éventuelles dispositions prises ou envisagées par le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre et qui n'auraient pas de caractère obligatoire en application de la réglementation.

Article 6 : Modalités particulières d'exercice de la mission

6.1 Forme des avis

Pendant toute la durée de sa mission, le titulaire est tenu d'établir des avis écrits sur tout document qui lui est communiqué par l'assistant du maître d'ouvrage ou tout intervenant, et de répondre par écrit à toute question qui lui est posée.

Les avis et documents émis par le titulaire dans le cadre de sa mission devront être caractérisés par une grande clarté de leur rédaction : précision, argumentation, termes explicites et sans équivoque, référencement précis des documents examinés, indication complète des documents du référentiel concernés.

Les avis et documents émis par le titulaire seront présentés, à l'issue de chaque phase de l'opération, dans un document unique portant sur la totalité des missions prévues au marché, cela ne faisant pas obstacle à une diffusion immédiate et préalable des avis relatifs à chacune des missions.

Si le titulaire n'a pas reçu communication de documents qu'il estime nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, il en avise par écrit l'assistant du maître d'ouvrage.

Le titulaire devra déposer ses avis sur le SEDI (Système d'Echange de Données Informatisé) qui sera mis en place par le groupement du marché global (que ce soit de manière automatique via une passerelle informatique entre son logiciel de production des avis et documents ou de manière manuelle en saisissant directement ses avis sur le SEDI et en déposant ses documents sur le SEDI).

6.2 Suite donnée aux avis

Les avis et documents produits par le titulaire sont diffusés dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAP.

Par dérogation aux articles 4.1.5 et 4.1.6 de la norme NFP 03-100, les constructeurs concernés par ces avis et documents ont une obligation contractuelle d'en tenir compte et de leur donner une suite positive, sauf à saisir explicitement le maître d'ouvrage de leur intention motivée, le maître d'ouvrage devant décider en dernier ressort de la suite qu'il entend leur donner.

Aussi, par dérogation à l'article 10 du CCTG, le maître d'ouvrage est dispensé de faire connaître au titulaire la suite donnée à ses avis sauf dans le cas des avis non pris en compte.

Le contrôleur technique est tenu de vérifier la prise en compte de ses avis par les intervenants, prestataires intellectuels et entrepreneurs, et de signaler à l'assistant du maître d'ouvrage les avis qui ne seraient pas suivis.

6.3 Actualisation des avis

Lorsque des documents des études de conception, ayant déjà fait l'objet d'un avis ou d'un rapport du titulaire, sont établis dans une nouvelle version, le titulaire est tenu d'examiner cette nouvelle version et d'émettre un avis ou un rapport actualisé.

Article 7 : Dérogations aux documents généraux

Le présent CCTP déroge au CCTG dans les cas suivants :

- l'article 2 déroge à l'annexe A du CCTG,
- l'article 3 déroge à l'annexe A du CCTG,
- l'article 4 déroge à l'article 11 et à l'annexe B du CCTG,
- l'article 5 déroge à l'article 12 du CCTG,
- l'article 6.2 déroge à l'article 10 du CCTG.

Le présent CCTP déroge à la norme NFP 03-100 dans les cas suivants :

- l'article 2 déroge à l'article 4.2.7 et à l'annexe A de la norme,
- l'article 3 déroge à l'annexe A de la norme,
- l'article 6.2 déroge aux articles 4.1.5 et 4.1.6 de la norme.